

11 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République lors de la clôture du forum d'affaires.

Emmanuel MACRON

Merci, Monsieur le Président. Cher William,

Monsieur le Premier ministre, [chers] ministres, ambassadeurs, chefs d'entreprise.

Je suis extrêmement ravi de pouvoir être présent ici aujourd'hui. Merci beaucoup, Monsieur le Président. Pas seulement pour votre accueil et d'avoir organisé cette rencontre importante, toute première, mais d'avoir co-présidé ce Sommet *Africa Forward*.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs.

Nous sommes très heureux avec le Président de pouvoir conclure, même si je sais qu'il y a encore beaucoup de prises de parole. Aliko et plusieurs de ses collègues devaient ici aussi prendre la parole et évoquer la suite. Tout ça va se poursuivre. Mais je voulais ici dire quelques mots, quelques convictions dans le droit fil des propos du Président RUTO, mais déjà que vous puissiez mesurer collectivement ce que représente ce Sommet. Normalement, quand il y avait un sommet Afrique-France, ça s'appelait comme ça, ça ne s'appelait pas Africa Forward, on commençait par les chefs d'État et de gouvernement. Il y avait marginalement l'implication des décideurs économiques, on pouvait faire des forums d'affaires peut-être à part, mais c'était essentiellement dans la main des dirigeants et de manière un peu pré-écrite.

Ce Sommet Africa Forward, tel qu'il a été conçu a mis d'abord la jeunesse au cœur. On était ce matin avec le Président RUTO auprès des jeunes et on a parlé jeunesse, culture et créativité, sport, énergie, santé, digital, agriculture. Vous avez tenu tout aujourd'hui un business forum inédit qui, autour de Inspire and Connect Africa Forward, a permis des rencontres d'affaires, je vais y revenir, mais de porter aussi la voix des chefs d'entreprises, des investisseurs que vous êtes, des dirigeantes et dirigeants d'entreprises de tout le continent de France et d'Europe de manière inédite pour demain notre Sommet, puisque tout ça se continuera avec une représentation de certains d'entre vous qui viendra échanger dans un moment complètement inédit avec les chefs d'État et de gouvernement qui seront présents demain.

Alors pour ça, je veux remercier très chaleureusement d'abord évidemment nos hôtes kenyans, l'université, l'ensemble de vos équipes, Monsieur le Président et des ministères.

Merci infiniment, ainsi que les co-organisateurs BPI France, Business France, Proparco. Tous ensemble vous avez su créer ce moment absolument inédit.

Bravo à vous et merci.

Je veux évidemment remercier à leurs côtés l'ensemble des entrepreneuses et entrepreneurs qui se sont mobilisés, nos organisations professionnelles, le MEDEF, les CCI France internationale, les CCEF, le CIAN ou encore Alpha, tous pour leur mobilisation, nos volontaires aussi pour avoir permis cette journée avec vous et permettre aussi la journée de demain et toute la suite. Un grand merci à toutes et tous.

Africa Forward, Inspire and Connect, [et] c'est pour ça que ce lieu est presque débordant d'énergie : on attendait de 2 000 à 2 500 personnes au début. Vous êtes près de 7 000. Ça ne s'est jamais vu. Il n'y a jamais eu un tel forum d'affaires à ce niveau-là avec autant de participants. C'est une formidable mobilisation avec des grands témoins issus du monde économique, de l'entrepreneuriat, de la société civile, avec des experts de tous horizons qui ont nourri les 32 panels organisés autour de quatre agoras : Build, Produce, Trust, Innovate, et six sessions qui se sont tenues à huis clos. Près de 7 000 participants, plus de 700 rencontres d'affaires organisées. C'est ça, le résultat de ce moment inédit, avec, là aussi, des résultats absolument uniques qui sont en train de changer les choses. Alors vous l'avez dit, Président, et je crois qu'on se retrouve ici ensemble tous les deux, parce que nous portons la même vision. Le partenariat entre la France et l'Afrique a des fondations solides. Beaucoup d'entreprises les portent ici. 64 milliards d'euros d'échanges commerciaux annuels, 50 milliards d'euros d'investissements directs français en Afrique, auxquels s'ajoutent des investissements africains en croissance constante en France, un million d'emplois créés par les entreprises françaises sur le continent, cinq milliards d'euros de transferts annuels de la diaspora. Ne jamais les oublier. Depuis dix ans, notre relation s'est profondément transformée sur la base, justement, de ce que le Président a pu évoquer, et de ce en quoi nous croyons très profondément.

Il y a un regard qui a changé. Le Président l'a dit très bien qu'on est en train de changer, que les entreprises françaises sont en train de changer. Il faut encore accélérer. Que dans les commentaires en France, je ne sens pas toujours assez et je n'entends pas assez que parfois, dans certains pays francophones d'Afrique, je n'entends pas assez. On dit : « la France est en train de disparaître, elle se désintéresse de l'Afrique ».

Non, pas du tout. Mais la relation change, et heureusement.

La France, depuis 25 ans, elle est bousculée en Afrique. Et c'est normal, et c'est très bien. Elle est bousculée pourquoi ? Parce que pendant trop longtemps, trop de monde, il faut le dire, dans les grandes entreprises comme dans les administrations, pensait qu'il y avait un pré carré, en disant : « on est français, tout nous est ouvert ». Fini.

Les Chinois sont arrivés, les Turcs, les Américains, beaucoup d'autres. Et beaucoup d'autres Africains. Ils ont dit : « on est plus compétitifs que vous, on est meilleurs que vous ». Ils ont pris des parts de marché, et des pays qui se sont développés ont donné ces parts de marché à des gens qui étaient plus compétitifs que nous.

Et alors ?

L'Afrique se développe de manière inédite. C'est le continent le plus dynamique au monde. L'année dernière, plus de croissance que l'Asie du Sud-Est. C'est un continent où il y a plus d'un milliard de jeunes de moins de 30 ans. Il faut juste que nous, et c'est ce qu'on fait ces dernières années, Français et Européens, on se réveille.

Et on s'est réveillés.

L'AFD s'est remobilisée avec elle dans ce partenariat avec BPI France tout ce qu'on a fait ces dernières années : les [initiatives] Choose Africa, Digital Africa, nos passeports talents. Tout ce qu'on a fait pour que la jeunesse, nos diasporas, aient beaucoup plus vite, beaucoup plus fort. On s'est réveillés, on a dit : « on veut reconquérir des parts de marché dans l'Afrique francophone, mais on veut aussi en conquérir dans l'Afrique lusophone, anglophone, parce que l'Afrique n'est qu'un continent, mais pas parce que c'est un droit ou parce qu'on veut être les meilleurs ».

On doit changer la logique, et le Président RUTO l'a dit formidablement.

Ce que demande le continent africain, ce n'est pas qu'on vienne donner de l'aide. Ils veulent qu'on vienne investir. Ils ne veulent pas qu'on vienne expliquer ici ce qui est bon et qui correspond à notre offre, parce qu'on aurait « nous, on est très bons dans tel et tel domaine, on va vous expliquer, vous en avez besoin, vous ne l'aviez pas compris, on arrive ». Ça ne marche plus. Il faut co-construire avec le continent africain et dire : « où est-ce que le business veut se développer dans l'énergie, dans les infrastructures, dans l'éducation, dans l'agriculture, dans la santé ». Ensemble, on co-investit, on co-produit. Cette révolution conceptuelle, c'est celle qu'on a mise en marche ces dernières années.

Quand il y a eu le Covid, on s'est engagés tout de suite. J'ai appelé le Président Moussa Faki à l'époque, de la Commission de l'Union africaine. On a fait ensemble un bureau de l'Union africaine et on a lancé une plateforme pour produire en Afrique des diagnostics, des tests et commencer à produire des vaccins. William s'en souvient, on a lancé des projets ici, on en a lancé en Rwanda, on en a lancé en Afrique du Sud, chez notre frère Cyril, et des entreprises africaines et européennes ont développé ensemble des productions. Parce que le continent africain en avait marre juste de recevoir nos médicaments produits ailleurs, parce que la réalité était la suivante : l'Afrique, c'était 20% des besoins de vaccins, 1% de la production de vaccins. C'est ça qu'on est en train de bouger.

De la même manière, quand on a lancé au Nigeria, avec mes frères chefs d'entreprise que je vois ici, des initiatives nouvelles dans les industries culturelles et créatrices ; dans l'énergie, dans le digital, on l'a fait en coproduction parce que les Nigériens nous ont dit : « c'est bon, nous, on sait faire, mais venez nous aider pour mieux intégrer et être mieux intégrés dans la CEDEAO ». Parce qu'être en partenariat avec des entreprises du monde francophone comme les vôtres, c'est intelligent pour nous pour mieux travailler avec la Côte d'Ivoire, avec le Sénégal et aller plus loin dans l'intégration régionale. Toute la stratégie qu'on mène depuis dix ans, c'est une stratégie de réveil, de changement de regard, de respect, de partenariat mutuel qui dit, un : nos diasporas en France sont une chance. On a des millions de jeunes qui ont des origines africaines. On veut qu'elles se démultiplient ici.

Deux : on veut que nos entreprises françaises, les emplois, les embauches, puissent être en quelque sorte des accélérateurs de croissance sur le continent.

Trois : ce continent a toutes les clés en main. On veut l'aider, on veut co-investir avec lui et sortir de la logique verticale pour être dans une logique d'égalité, partenariale, de co-investissement.

Et quatre : on veut bâtir ensemble ces solutions d'avenir, parce que les solutions d'avenir se feront pour ce continent avec sa jeunesse. On l'a vu ce matin, le Président le rappelait, le mobile payment a été inventé ici et s'est développé beaucoup plus vite en Afrique que sur le continent européen. Nos amis kenyans le savent, comme nos amis marocains le savent formidablement eux aussi. Tout ça, c'est ce qui est au cœur de Africa Forward. C'est un changement de regard et un changement de logique.

Je voulais simplement vous annoncer aujourd'hui qu'à travers cette mobilisation, tout ce qui a été fait, il y a des résultats très concrets pour le continent africain. Aujourd'hui, par votre mobilisation et ce qui a été fait, ce sont 23 milliards d'euros d'investissements annoncés pour le continent africain.

23 milliards d'euros. Ces 23 milliards d'euros, c'est 14 milliards d'euros d'entreprises françaises qui sont là. Des grands groupes, des ETI, des PME, qui investissent 14 milliards d'euros sur le continent. Je salue tous leurs dirigeants qui sont présents, qui investissent 14 milliards d'euros, évidemment au Kenya, mais dans tous les pays ici présents, et qui vont créer plus de 250 000 emplois directs en France et en Afrique.

A côté de ça, c'est neuf milliards d'euros d'investissement d'entrepreneurs et d'investisseurs africains en Afrique qui se sont mobilisés. C'est inédit et c'est exactement la plateforme de mobilisation dont nous avons besoin, dont on a besoin et qu'on veut accélérer.

Immenses applaudissements pour vous tous ici pour ce résultat extraordinaire. Je veux remercier les entreprises françaises qui se sont mobilisées, qui sont là. On a beaucoup parlé d'Orange, on a vu tout à l'heure Canal+, on a vu bioMérieux, on a les entreprises qui sont dans le secteur de la santé, Castel et d'autres. Dans tous les secteurs, on a des entreprises, je ne veux pas faire de jaloux. On a des entreprises familiales, on a des groupes cotés, on a des PME. Vous avez joué le jeu de manière extraordinaire. On a des entreprises de tous les territoires qui sont là, qui se sont développées. Je suis très heureux que vous soyez là, aux côtés de grands dirigeants malgaches, béninois, sénégalais, nigériens, marocains, et qu'ensemble vous construisez des projets, parce que c'est exactement ça l'avenir.

Je voulais vous dire que je le conçois aussi dans un rapport totalement réciproque. On a fondé, avec Jean, quelques autres, Tony était là aussi, on pense à Gilbert, à Mike, on a tous les amis qui sont là, le professeur Rabiou était avec nous ce matin pour la villa, et Aliko aussi. On a fondé ce conseil africain franco-nigérien. Le Nigéria était au cœur de Choose France. Il y a deux ans, trois ans, quatre ans, et il le sera encore. Ce que je voulais vous dire dans le rapport bilatéral, c'est que je veux qu'il y ait plus d'investisseurs africains en France aussi. On n'est pas juste là pour venir investir sur le continent africain à vos côtés, mais on a besoin que les grands leaders d'entreprises africains viennent investir en France. C'est ça aussi qui fonde cette relation, maintenant totalement décomplexée, parce que c'est aussi un changement du regard, c'est aussi une réalité. Il y a aujourd'hui des investisseurs, des entrepreneurs sur le continent africain extraordinairement innovants, extraordinairement ambitieux, qui nous aident à changer la France et qui nous aident à créer des emplois industriels dans notre pays. C'est une immense fierté et c'est la clé de ce partenariat réciproque, juste, dont William a parlé il y a un instant.

Un immense bravo pour ces investissements, [pour] ce qui a été fait.

Je voudrais finir en répondant au Président RUTO pour ce qu'il a dit et ce qu'on va faire demain et à Évien. Vous avez à la clé ces dizaines de milliards d'investissements, ce changement de la perspective qu'on a su faire durant ces dix dernières années ensemble, mais on veut aller plus loin. Si on est honnête, quels sont les défis aujourd'hui pour que l'Afrique soit au rendez-vous de sa réussite entrepreneuriale ?

On les connaît.

Un : l'éducation. Franchement, ce qu'a fait le Maroc, c'est une révolution incroyable. Je le dis ici, Monsieur le Premier ministre, ce que vous avez fait sous l'autorité de Sa Majesté le Roi est un modèle pour le continent. Formation primaire, secondaire et universitaire, et c'est là qu'on voit les choses, c'est parmi les meilleurs résultats dans notre école polytechnique, les jeunes qui sortent de chez vous. C'est un modèle extraordinaire. Le Kenya est en train de faire des choses absolument formidables. Le Nigeria est en train de faire des choses formidables. On le voit ici. Et c'est d'ailleurs pour ça qu'on a commencé la journée avec le Président, avec un investissement de l'Agence Française de Développement dans l'ingénierie, l'IA, avec Saclay, avec l'AFD, dans cette alma mater du Président RUTO. L'éducation, l'éducation !

Deux : l'énergie. Vous avez cette bataille, on a besoin que le continent africain transforme son énergie. Il y a des trésors extraordinaires, des trésors d'hydroélectricité. Je pense à la République démocratique du Congo, avec des entrepreneurs qui sont là, des grands projets qui sont en train de se bâtir en RDC. Et au Congo-Brazza[ville]. Je pense aussi aux grands hydrocarbures. L'Algérie a un potentiel de développement extraordinaire, avec là aussi des investisseurs, des entrepreneurs qui peuvent faire de l'Algérie l'un des eldorados de demain pour les transitions par le gaz, pas simplement pour le continent africain, mais toute la Méditerranée.

Vous avez dans beaucoup de vos pays la volonté de développer le nucléaire civil, et on veut être des partenaires de cela. L'énergie est un formidable levier de transformation. Vous avez de grands entrepreneurs de l'énergie ici. On veut être des partenaires de ce développement.

La troisième chose, ce sont les infrastructures. Ça a été très bien dit, les infrastructures du numérique, les infrastructures de transport, les infrastructures d'énergie, le green là aussi, c'est une clé pour développer l'économie de vos pays. C'est une clé pour la souveraineté du continent africain. C'est là d'ailleurs que nous avons exactement le même défi. On a commencé la journée comme ça avec le Président, c'est que nous aussi, nous voulons notre propre souveraineté sur nos infrastructures comme vous. Éducation, énergie, infrastructures, structuration de l'économie, c'est le quatrième défi.

L'un des grands défis de l'Afrique, on le sait, c'est qu'il y a énormément d'emplois qui se créent, mais beaucoup trop dans l'économie informelle. Il faut aider les entreprises du continent africain à se structurer, en améliorant la gouvernance, en permettant de grandir, en permettant ce faisant de payer de meilleurs salaires, d'intégrer le système bancaire et le financement pour permettre à plus de ménages en Afrique, jeunes ou moins jeunes, d'accéder à un logement durable, aux services primaires que sont l'éducation et à la santé et au bon développement. La capacité à faire de l'économie africaine une économie plus formelle, elle est clé. C'est là où on doit aider vos gouvernements, les accompagner dans la structuration de ces stratégies.

Le cinquième et dernier, je suis sans doute incomplet, mais c'est les cinq auxquels je tenais, c'est [que] pour réussir ça, il faut de l'investissement massif, public et privé.

Cette stratégie d'investissement, c'est celle qu'on est en train de mener. Vous avez en quelque sorte fait votre part avec les annonces d'aujourd'hui, les 23 milliards d'euros d'investissements venant de la France, du continent africain pour l'Afrique. Ce que l'on veut faire demain et au G7, c'est structurer un cadre d'investissement pour le continent africain. Il n'y a aucune raison aujourd'hui pour qu'il y ait si peu d'investissements privés qui viennent sur un continent plein d'énergie et de jeunesse comme le vôtre. Dans ce continent, si on veut réussir à monter la chaîne de valeur, qui est le cœur des défis si on veut réussir la montée dans l'économie formelle, l'Afrique est un continent où on ne doit pas simplement extraire les matières et les minerais. On doit les transformer, on doit créer l'industrie. On doit avoir une agriculture intelligente pour la structurer et avoir toutes ces opportunités.

Si nous voulons cela, il faut de l'investissement massif. Pour cela, il faut que l'on arrive à résoudre la question du rating des pays, et de beaucoup d'entreprises, et de la notation. Il faut qu'on arrive à résoudre le traitement du risque pour les investisseurs, souvent non africains, et parfois certains investisseurs africains.

Il y a cinq ans, ensemble, on a lancé à Paris le Sommet pour le financement des économies africaines. On a bâti une stratégie d'émission des droits de tirage spéciaux du FMI pour les réallouer en Afrique. On a réussi notre pari : plus de 100 milliards de droits de tirage spéciaux ont été réalloués sur le continent africain.

Initiative franco-africaine.

Ça a permis avec le FMI de faire quoi ? De développer des projets aux côtés des États de manière clé, il y a eu une dizaine de programmes.

C'était une première étape.

Deuxième étape, à Paris, juillet 2023, William était là. On s'est battus, beaucoup de dirigeants étaient là, le Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P). Et là on a dit : il faut plus de leviers. On était tous les deux à une table ronde avec le président de la Banque mondiale, la directrice générale du FMI, on a dit : « on augmente le levier pour que, quand on met de l'argent du FMI et de la Banque mondiale, cela déclenche à chaque fois le même argent du privé ».

On a complètement transformé l'effet de levier.

Beaucoup plus d'argent privé qui est venu en déclenchement.

Il reste un problème qu'on n'a pas résolu, et on doit le résoudre entre demain et Évian. C'est qu'aujourd'hui, on n'a pas de vrai mécanisme qui garantisse les premières pertes. On doit réussir à traiter la question de la notation de beaucoup d'États africains qui sont souvent sous « B - », parce que le programme MIGA de la Banque mondiale a permis de rendre éligibles à des garanties jusqu'à « B - ». En dessous, fini. Il n'y a qu'une quinzaine d'États africains éligibles. On doit réussir surtout à avoir des vrais mécanismes de première perte.

Il y a beaucoup de mécanismes aujourd'hui qui prennent les deuxièmes pertes, mais ça ne suffit pas. Ce qui fait qu'on a énormément de banques, de fonds d'investissement, d'entrepreneurs, parfois africains, mais surtout non-africains, qui ne viennent pas investir ici. La solution existe et elle existe ici au Kenya, c'est ATIDI. Le président de la BAD est venu me voir il y a quelques semaines, m'a dit : « il faut qu'on regarde avec ça, ça marche, c'est de la première perte ».

Nous, Français, on va co-investir à vos côtés, entrer au capital d'ATIDI pour se mettre aux côtés de nos frères africains et de quelques autres.

On va surtout structurer ensemble, demain, avec nos frères africains et William, le tour de piste qui va nous permettre de faire d'ATIDI la vraie plateforme, le vrai mécanisme de garantie sur les premières pertes pour le continent africain. On va ensemble, tous les deux, aller à Évian, à la mi-juin pour convaincre le G7 d'endosser cela et que toutes les économies les plus riches nous accompagnent pour mettre cette sécurité derrière.

Voilà, mes amis, je ne serai pas plus long, je vais m'arrêter là.

En tout cas, on a senti toute la journée beaucoup d'énergie. Je voulais vous dire combien on est fiers, avec le Président RUTO, d'être à vos côtés et de vous dire que l'avenir, c'est vous qui allez l'écrire. Les plus jeunes, comme les moins jeunes, tous ceux qui portent l'avenir de ce continent, que vous soyez entrepreneuses, entrepreneurs, artistes, académiques, chercheurs ou chercheuses, journalistes, sportifs, et avec ce forum, vous avez, je crois, ouvert une ère nouvelle. Avec ces 23 milliards d'euros d'investissement annoncés aujourd'hui, et tout ce qu'on va lancer, c'est une ère nouvelle qui s'ouvre. Elle s'ouvre aujourd'hui à Nairobi, dans votre alma mater, Monsieur le Président, mon cher William, il n'y aura plus de retour en arrière.

On va ensemble co-produire, co-investir, co-inventer, parce que c'est le sens de la nouvelle relation entre la France, l'Europe, entre nous et le Kenya et tout le continent africain.

Merci beaucoup.